

11e conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires en Argentine :  
**La ministre Legzim-Balouki a émis le vœu pour la valorisation des secteurs porteurs des économies des Pays moins avancés** <sup>P.4</sup>



La table d'honneur

Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC N°556 du 11 Décembre 2017  
 Prix : 250F CFA

# Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Régulation de l'auto-emploi dans le secteur informel :  
**La DOSI initie les mutuelles qu'elle accompagne à l'entreprenariat** <sup>P.2</sup>



LE PROJET DU STATUT PARTICULIER DES ENSEIGNANTS REMIS AUX SYNDICATS :

<sup>P.7</sup> **Mécontents, les éducateurs menacent de rentrer à nouveau en grève**

CONTRÔLE DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES CONFORMÉMENT AUX NOUVELLES DIRECTIVES DE L'UEMOA :

<sup>P.5</sup> **Les membres de la Cour des Comptes en atelier de formation ce lundi à Kpalime**

DÉBUT DU PROGRAMME DE RÉPARATION :

<sup>P.7</sup> **137 victimes bénéficieront d'un accompagnement financier et d'une prise en charge psycho-médicale à partir de demain**

Enfin, des portes sûres pour la tenue du dialogue :

**Le gouvernement prend de la hauteur et accepte une bonne partie des préalables de l'opposition** <sup>P.3</sup>



Jean-Pierre Fabre



Atcholé Aklesso



Brigitte Adjamagbo-Johnson



Atchadam Tikpi

UNIR continue de tisser sa toile de conquête :

**Après le mouvement des femmes, Malik Natchaba pour patronner la jeunesse** <sup>P.3</sup>



Malik Natchaba



Photo de famille

**Régulation de l'auto-emploi dans le secteur informel :**

**La DOSI initie les mutuelles qu'elle accompagne à l'entrepreneuriat**

La Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), procède depuis la semaine dernière, à des sessions de formations itinérantes en entrepreneuriat, au bénéfice des membres des mutuelles qu'elle accompagne, avec le financement de la Banque Africaine de Développement (BAD), à travers les ressources du Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources et au Renforcement des Capacités Institutionnelles (PAMOCI).



Photo de famille

La DOSI depuis 2014 à travers sa politique d'organisation en faveur du secteur informel qui est axée sur la mutualité, a appuyé 4 mutuelles à savoir : la Mutuelle des Conducteurs de taxi Moto (MUCTAM), la Mutuelle des Artistes et Journalistes (MUAJ), la Mutuelle des Agriculteurs, Pêcheurs et Eleveurs (MUAPE) et la Mutuelle des Commerçants et artisans (MUCAT) à se mettre en place. Pour renforcer leurs capacités sous plusieurs formes, ces dernières ont eu à bénéficier d'un

programme d'appui qui s'inscrit dans un processus de professionnalisation des acteurs.

C'est dans cette optique qu'il a été lancé le mercredi 07 décembre 2017 à Atakpamé, les sessions de formation des membres des dites mutuelles en entrepreneuriat. Session qui a couvert toutes les Régions économiques du Togo (Lomé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong, Tsévié). Cette formation s'organise en 12 sessions à raison de 2 sessions de 3 jours par Région, et va toucher 280 acteurs soit 70 participants par mutuelle.

L'objectif de cette session de formation est d'initier les participants sur les méthodes de mise en place de micro et petite entreprise viable et performante, ainsi que les techniques de gestion simplifiée d'une activité. Ce qui devrait leur permettre, entre autres, d'avoir un compte d'exploitation, de maîtriser la tenue des registres des recettes et des dépenses, afin de tenir une comptabilité simplifiée.

Ceci est aujourd'hui indispensable dans l'établissement de la relation fiscale entre les petits contribuables du



Latable d'honneur

secteur informel et les services des impôts dans la perspective de l'élargissement de l'assiette fiscale.

Notons que cet atelier sur l'entrepreneuriat qui va s'étendre à une formation des formateurs, permettra à terme à chaque mutuelle de disposer d'un pool de formateurs sur l'entrepreneuriat au niveau de chaque Région, et de promouvoir ainsi l'auto-emploi, en faisant des participants les acteurs de leur propre développement, mais aussi les leviers d'une croissance inclusive, équilibrée et équitable. Il

est à préciser que cette formation, 2ème du genre financée par le PAMOCI en un peu plus d'une année, est le fruit d'un partenariat actif, facilité par l'ancien Directeur Général de la DOSI, Mme Ingrid AWADE, dont la pertinacité dans ce processus a été saluée par le Coordonnateur du PAMOCI qui renchérit en ces termes : " lorsque parfois vous voyez des gens de loin, vous ne vous imaginez pas la profondeur et la capacité et de la créativité qu'ils ont en eux ".

La Rédaction

**24 Nov.**  
**11 Déc.**  
**2017**

**14ème**  
**Foire**  
Internationale de  
**LOME**

Foire de toutes les opportunités

**CETEF - LOME**  
BP: 10056 LOMÉ - TOGO  
TEL: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37  
site web: www.cetef.tg / e-mail: ceteflome@cetef.tg

**Thème : Le numérique au service des affaires**

# Enfin, des portes sûres pour la tenue du dialogue : Le gouvernement prend de la hauteur et accepte une bonne partie des préalables de l'opposition

Les tractations pour la tenue d'un dialogue entre le pouvoir et l'opposition continuent avec la ferme conviction de sortir le pays de cette crise politique qui le secoue depuis plusieurs mois.

Des semaines durant, avec les mesures d'apaisement prises par le gouvernement, tout porte à croire que le dialogue est incontournable. Mais certaines polémiques refont surface à propos de la date exacte de ces discussions. Les Togolais sont dans l'expectative de connaître le chronogramme, le cadre et les parties prenantes à ce dialogue inter togolais.

Selon le gouvernement, tout sera prêt d'ici janvier 2018 pour le début de ce dialogue tant souhaité. Les autorités togolaises ont fait cette annonce la semaine dernière en tenant compte des dispositions de la CEDEAO qui interdisent des modifications constitutionnelles six (06) mois avant des échéances électorales.

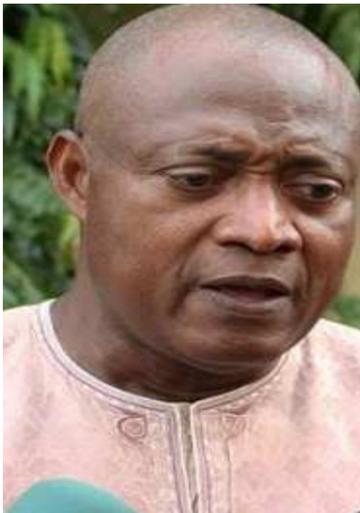
Le gouvernement a annoncé à cet effet qu'il travaillera pour favoriser une normalisation de la situation sociopolitique en lançant un appel à tous pour contribuer aux efforts d'apaisement et de décrispation de la situation.

Pour l'opposition, il appartient au gouvernement de fixer la date exacte de ces assises. Jean-Pierre Fabre, réagissant à l'annonce du gouvernement d'œuvrer pour la tenue du dialogue début janvier 2018 estime que, " quand on fait de la politique, il faut toujours dialoguer ".

Pour l'instant, l'on ignore l'ordre du jour des négociations entre pouvoir et opposition mais toutes les actions menées par le gouvernement militent en faveur du bon déroulement de ces assises. La question fondamentale qui déchire les deux parties porte sur la limitation des mandats présidentiels et le mode de scrutin à deux tours. Cette question ne pose plus de problème puisque pouvoir et opposition y sont favorables.

Ce que les Togolais attendent de vives voix, c'est l'aboutissement de ce dialogue pouvant tracer la voie à l'apaisement. Parlant de cet apaisement, le gouvernement a fait des avancées notables avec des mesures qui dénotent de sa volonté de voir le pays sortir de l'impasse.

Lors des manifestations politiques de l'opposition qui ont occasionné des violences, l'imam de



Jean-pierre Fabre



Atcholé Aklesso



Brigitte Adjmagbo-Johnson



Atchadam Tikpi

Bafilo Abdoul Walid et celui de Sokodé Hassan Molla ont été interpellés mi-octobre pour des prêches jugés non conformes à leur mission, d'hommes de Dieu, selon les autorités. Dans cet esprit d'apaisement, le gouvernement a

pris la mesure salutaire de libérer ces hommes vendredi dernier tout en rappelant qu'ils restent toutefois sous contrôle judiciaire.

Cette décision a suscité des réactions de la coalition des 14 partis de l'opposition qui s'est féli-

citée de cette libération. Ne perdons pas également de vue la libération du SG du PNP M. Kossi Sama fin novembre, arrêté pour incitation à la violence et trouble à l'ordre public. Tous les ingrédients sont réunis pour l'ouverture pro-

chaîne de ce dialogue.

Au demeurant, tous les acteurs doivent œuvrer pour que l'apaisement revienne afin que les négociations puissent avoir lieu dans les règles de l'art.

Tchagnao

## UNIR continue de tisser sa toile de conquête :

# Après le mouvement des femmes, Malik Natchaba pour patronner la jeunesse

La crise politique qui secoue notre pays depuis des mois déjà, ne doit pas faire perdre de vue aux politiciens les grands enjeux électoraux qui se pointent à l'horizon. D'ici quelques mois, l'assemblée nationale en cours verra son mandat s'achever à son terme.

Il sera question en ce moment de passer à son renouvellement avec des locales probablement. Tout cela doit interpeller les uns et les autres surtout les partis politiques qui ne doivent pas perdre de vue qu'enfin de compte, toute lutte démocratique se règle par les urnes. Les élections dès lors ont une part, la plus importante d'ailleurs dans toute démocratie. C'est à juste titre cette réalité qui amène UNIR à implanter ses ailes marchantes qui lui permettent de prendre un véritable contrôle du terrain.

Depuis quelques semaines et ce, juste après son congrès statutaire, celui-là que beaucoup ont décrié avoir de trop attendu, la nouvelle équipe dirigeante qui a choisi d'aller très loin est en train de préparer sa



Malik Natchaba

monture. Que ce soit au niveau du mouvement des femmes ou celui de la jeunesse, le parti met les bouchées doubles avec les meilleures personnes, des femmes et des hommes de grande capacité, de bons orateurs, mobilisateurs...., comme pour dire nous sommes résolument engagés à remobiliser nos troupes pour les nombreux défis qui nous attendent.

UNIR est très clair dans sa démarche ; faire tout le travail de terrain possible pour confirmer sa place de parti majoritaire aux yeux du monde au moment où l'adversaire pour sa part se confond dans des calculs bizarres à évaluer ses supposés hommes à travers la

Suite à la page 5

CONGRES DU MOUVEMENT DES JEUNES UNIR (MJU) BUREAU NATIONAL	
POSTES	NOM ET PRENOMS
DELEGUE NATIONAL	NATCHABA Kanka-Malik
DELEGUEE NATIONALE ADJOINTE	ASSIH Mazamesso
DELEGUE CHARGE DE LA COORDINATION DES SECTIONS PREFECTORALES	GNASSINGBE Mey
TRESORIER GENERAL	ADANBOUNOU Akoété Kovi
TRESORIERE GENERALE ADJOINTE	KPABOU Assana
DELEGUE CHARGE DE LA MOBILISATION ET DES AFFAIRES ELECORALES	DE POUKN Noël
DELEGUE CHARGE DE LA MOBILISATION ET DES AFFAIRES ELECTORALES ADJOINT	ALANDJA Sampo
DELEGUE CHARGE DE L'ORGANISATION	Dr BARITSE Dametoti
DELEGUE CHARGE DE L'ORGANISATION ADJOINT	PASSIWE Hèzou
DELEGUE CHARGE DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION	NAMODO N'Tegbhin
DELEGUEE CHARGE DES AFFAIRES ASSOCIATIVES ET CULTURELLES	GANDA Clarisse
DELEGUEE CHARGE DU GENRE, DE LA FORMATION POLITIQUE ET CIVIQUE	YABI Juliette
DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES SOCIO-ÉCONOMIQUES CHARGÉ DU BIEN ÊTRE DES JEUNES	AKPATSHÉ Coco

# Club Diplomatique de Lomé : Mohamed Karim Shérif a exposé la vision de l'Egypte et ses relations avec l'Afrique

Le vendredi dernier, le Club Diplomatique de Lomé avait comme invité l'ambassadeur d'Egypte au Togo. Le diplomate Egyptien a développé le thème : " la nouvelle Egypte et l'Afrique, une communauté de destin ". Lors de son intervention, Mohamed Karim Shérif a expliqué qu'à l'arrivée du président Abdel Fattah Al Sissi à la tête de l'Egypte, son pays peut penser au futur et à la coopération entre les Etats Africains.



Photo de famille

En somme le diplomate Egyptien est convaincu que son pays peut se consacrer au

développement et à la relation économique avec ses relations politiques et écono-

miques qu'il a su nouer avec le continent africain. Rappelons qu'au moment où

Mohamed Shérif exposait les relations entre son pays et plusieurs pays d'Afrique, un forum économique se tenait à Charm el- cheick en Egypte, signe d'un retour de ce pays en Afrique.

Le diplomate a également expliqué la stratégie de coopération engagée par l'Egypte en matière d'aide publique et de formation. Le Togo bénéficie d'ores et déjà d'un projet pilote de ferme agricole moderne.

En abordant les questions géostratégiques, Mohamed Shérif a souligné que son

pays et ceux d'Afrique partagent les mêmes préoccupations concernant la lutte contre le terrorisme.

Il a donc lancé un appel pour la nécessité de coopérer plus étroitement pour lutter efficacement contre ce fléau.

Il faut rappeler que, l'Agence Egyptienne de partenariat pour le développement a accueilli environ 3900 stagiaires africains dans plusieurs domaines comme l'agriculture, la diplomatie, la justice et autres. Ce retour de l'Egypte sur la scène internationale est à l'actif du président Al Sissi qui a eu à cet effet à effectuer une tournée sur le continent notamment en Tanzanie, au Rwanda, au Tchad et au Gabon

Le Club Diplomatique de Lomé crée à l'initiative du prof Robert Dussey, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine accueillent les ambassadeurs en poste à Lomé, les représentants d'organisations internationales et ceux du secteur privé.

Ce club est un cadre de réflexion apolitique qui reçoit des personnalités togolaises et étrangères issus du monde diplomatique, politique et autres organisations.

Lynda Dalikou

## 11e conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires en Argentine :

# La ministre Legzim-Balouki a émis le vœu pour la valorisation des secteurs porteurs des économies des Pays moins avancés

Le 09 décembre dernier s'est tenue à Buenos Aires en Argentine, la 11e conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale Commerce (OMC). Le Togo a pris part à cette réunion de haut niveau avec la présence effective de Mme la ministre du commerce et de la promotion du secteur privé Bernadette Legzim-Balouki.



La table d'honneur

Dans son discours de circonstance, Mme la ministre a tout d'abord remercié les autorités argentines au nom du chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour la tenue de cette conférence et pour l'accueil chaleureux dont elle a fait l'objet à son arrivée à Buenos Aires.

Cette conférence ministérielle placée sous le thème " Investir dans le commerce des pays moins avancés " a été une occasion pour Mme la ministre du commerce d'exprimer ses sentiments sur la question centrale du Dialogue, à savoir comment accélérer pour diversifier et développer les exportations et créer des emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Elle a également souligné que le développement et la diversification des exportations dans les Pays moins avancés passent au préalable par des

réformes que les gouvernements doivent opérer.

Pour Mme Legzim, il s'agit entre autres de l'amélioration continue du climat des affaires pour des investissements, l'instauration et l'opérationnalisation des guichets uniques pour réduire les délais et les coûts des opérations d'importation et d'exportation.

La ministre du commerce et de la promotion du secteur privé n'est pas passée sous silence la ratification et la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la Facilitation des Echanges. En effet, depuis Juillet 2014, le Togo a amorcé un vaste programme de réformes ciblées touchant plusieurs secteurs.

Ainsi, pour permettre aux entreprises d'être compétitives et de diversifier leur produits sur les marchés, l'Etat togolais

et ses partenaires au développement dont notamment le Cadre Intégré Renforcé ont mené des programmes de renforcement de capacités managériales de plusieurs PME/PMI et l'organisation des chaînes de valeurs dans les filières d'exportation avec l'accentuation sur la transformation industrielle, les normes de qualité, les formalités relatives à l'exportation, les aspects juridiques du commerce international, ainsi que l'étiquetage et l'emballage des produits. La ministre du commerce a également expliqué devant l'assistance que, les femmes et les jeunes sont des acteurs vulnérables dans divers secteurs de l'économie nationale.

Pour elle, une attention particulière est portée à leur endroit dans les réformes en général, dans l'inclusion sociale

et la prise en compte de leurs intérêts dans le pilotage et la mise en œuvre des projets structurants touchant les communautés à la base. C'est pourquoi elle a encouragé les gouvernements des PMA à poursuivre et à accélérer leurs réformes.

Tout en saluant l'organisation de ce dialogue de haut niveau, Mme Legzim-Balouki a indiqué que cette concertation ne devra pas être un simple dialogue, mais un véritable catalyseur des meilleures synergies envisageables pour concilier davantage la disponibilité des ressources en matière d'aide au commerce et les réelles opportunités d'investissement disponibles dans les Pays moins avancés.

Elle a souhaité que ce dialogue aboutisse à des résultats probants pour valoriser les secteurs porteurs des économies des Pays moins avancés. Notons que cette conférence ministérielle de Buenos Aires a connu la présence du directeur général de l'organisation Mondial du Commerce (OMC), des ministres venus de divers pays, des représentants des corps diplomatiques, des donateurs et partenaires du cadre intégré renforcé.

La Rédaction

**Nouvelle OPINION**

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité  
**Récépissé** n°0149/14/03/01/HAAC  
**Siège:** Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

**Directeur de Publication:**  
**El Hadj TCHAGNAO Arimiyao**  
 Cel:91 36 37 55  
 jeantchagnao@yahoo.fr

**Secrétariat de la Rédaction:**  
**Agbékponou Junior**

**Rédacteurs :**  
 Tchagnao  
 El Hadj Arimiyao  
 Agbékponou Junior  
 Ramzad  
 Maroine Tchagnao  
 Dalikou Lynda A.

**Imprimerie:**  
 IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

**Tirage :**  
 2.000 exemplaires

## Journée mondiale de lutte contre la corruption : Les acteurs unis contre ce fléau pour le développement et la paix

Le 09 décembre dernier, ANCE-Togo (Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement) a aminé une conférence de presse à Lomé dans le cadre de la commémoration de la journée mondiale de lutte contre la corruption. Cette conférence de presse a connu la présence du directeur exécutif de l'ANCE-Togo Fabrice Ebeh, du président de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) M. Wiyao Essohana et une armada de journalistes. Le thème retenu cette année est " Unis contre la corruption pour le développement, la paix et la sécurité ".

M. Fabrice Ebeh qui donnait le ton à cette rencontre a indiqué que la corruption est un phénomène mondial qui ronge



Photo de famille

le développement. Il a également rappelé que le Togo est dans sa troisième commémoration de la journée mondiale de lutte contre la corruption avec les efforts qui sont consentis pour enrayer le mal.

Le président de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions

Assimilées, a de prime abord salué le dynamisme de l'ONG ANCE-Togo dans la lutte contre la corruption. Wiyao Essohana a profité de l'occasion pour expliquer la mission assignée à son institution créée le 07 février 2015.

Il a également avoué que depuis le 06 décembre der-

nier, la HALCIA est opérationnelle avec la première réunion tenue à son siège à Lomé. Notons que c'est en 2005 que les Nations Unies ont institué la commémoration de cette journée qui vise à faire prendre conscience des méfaits de la corruption et de la nécessité de la combattre.

Le président de la HALCIA a souligné que le thème de cette année est révélateur et explique l'esprit et la philosophie de la lutte contre ce fléau. Il a lancé un appel pressant à tous les acteurs à mener une lutte ensemble car la lutte concerne tout le monde.

Au cours de cette conférence de presse, l'ONG ANCE-Togo a fait une projection de film sur les méfaits de la corruption. Ce qui explique les défis à relever pour un Togo sans corruption.

Cette journée commémorative était également une opportunité pour ANCE-Togo de relever les impacts négatifs de ce fléau pour l'atteinte des ODD.

Selon l'exposé de l'ONG, la corruption affaiblit le système de santé et de l'éducation, affecte les ressources publiques, la démocratie et ronge l'état de droit. Pour y remédier, les gouvernants doivent faire preuve de volonté politique, la justice doit lutter sans merci contre l'impunité et les citoyens ont l'obligation d'apporter leur concours.

L'ANCE-Togo dans son rôle a ainsi exhorté le gouvernement à mettre en œuvre des instruments de lutte par l'adoption d'un décret mettant en place l'Agence judiciaire de lutte contre la corruption au Togo.

Elom

## Contrôle de gestion des finances publiques conformément aux nouvelles directives de l'UEMOA :

### LES MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES EN ATELIER DE FORMATION CE LUNDI A KPALIME

Amener le Magistrats de la Cour des Comptes et leurs Assistants Vérificateurs à s'approprier les principales innovations introduites dans la gestion des finances publiques par les nouvelles normes mises en vigueur au sein de l'UEMOA, tel est l'objectif général d'un atelier de formation qui s'ouvre ce lundi à Kpalimé, avec le financement de la Banque Africaine de Développement (BAD), à travers les ressources du Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources et au Renforcement des Capacités Institutionnelles (PAMOCI).

l'activité économique, le fonctionnement de l'administration publique en général et particulièrement le secteur des finances publiques.

Mais depuis 2006, le gouvernement s'est inscrit dans une dynamique de réformes, entre autres la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des finances publiques, visant à réduire la pauvreté au sein de la population et à trouver, en même temps, sa notoriété auprès de la Communauté Internationale.

Aussi, un plan stratégique décennal a été mis en branle

publiques.

Ce qui s'est accompagné d'une armada de nouvelles dispositions juridiques faites de lois et décrets, pour se mettre au même diapason avec les nouvelles directives portant cadre harmonisé des finances publiques au sein de l'UEMOA.

Cette donne interpelle aussi

bien les services techniques du ministère de l'économie et des finances, que les organes de contrôle dont la Cour des Comptes.

Outre l'assimilation des nouvelles directives introduites par l'UEMOA, le présent atelier devrait dans la pratique amener la trentaine de participants à faire le lien entre les

différentes innovations et les anciennes normes, afin d'obtenir les outils et les aptitudes nécessaires pour examiner de manière professionnelle les documents budgétaires, les états financiers et les comptes qui leur seront soumis dans l'exercice de leurs fonctions.

La Rédaction



Une vue de l'assistance (Photo archives)

Le Togo a connu en effet, dans les années 1980 des ajustements structurels dont les conséquences, conjuguées avec celles de la crise socio-politique des années 1990, ont considérablement affecté

depuis septembre 2010, dans l'optique spécifique de moderniser la gestion publique et la hisser au niveau des meilleures pratiques et des standards internationaux en matière de finances

Suite de la page 3

rue.

Vendredi dernier, UNIR a une fois de plus démontré qu'il ne veut pas faire de l'à peu près, de l'approximatif.

Le parti sait que pour aller loin, il doit le plus s'appuyer sur la jeunesse. C'est elle qui se confond avec toutes les réalités du pays. C'est pour cela que le bureau issu du congrès de Dapaong a été conséquent. Un bureau fait d'hommes et de femmes d'action qui savent déjà le travail qui est le leur.

Faire tout pour remettre l'espoir en la jeunesse puis les mettre sur le chemin du développement aux cotés



Photo de famille

du Président du Parti dans la concorde et surtout la discipline.

UNIR, par le bureau mis sur pieds à Dapaong, donne un signal fort pour le sérieux et l'importance qu'il accorde aux futurs enjeux électoraux. Quand on a un Malik Natchaba à la tête du bureau d'un mouvement

et quand on y retrouve au sein de celui-ci des noms comme Mey Gnassingbé, De Poukn Noel, Passivé et autres, c'est bien clair pour les avertis de comprendre que le mouvement ainsi lancé n'en est pas un qui est venu pour amuser la galerie

Tchagnao

# 5ème édition de la Journée dénommée " Ecobank Day " : Le directeur général et le personnel apportent leur assistance à l'Université de Lomé et à la pédiatrie de l'hôpital de Bè

Chaque année, s'organise au niveau d'Ecobank une journée spéciale dénommée " Ecobank Day " pour s'attacher au service de la communauté à travers plusieurs activités bénévoles. C'est dans cette perspective que l'institution a organisé le samedi 06 décembre 2017 une opération de salubrité à l'Université de Lomé. Etaient présent le personnel de la banque panafricaine Ecobank Togo, avec à sa tête le Directeur Général du Groupe Ecobank, M. Ade Ayeyemi et le Directeur général d'Ecobank Togo, M. Mamady Diakité,

Placée sous le thème : " De l'eau potable pour une vie saine ", cette journée a pour objectif de porter assistance aux communautés privées d'eau potable et de les sensibiliser sur les répercussions sanitaires et économiques. Une occasion qui a permis au personnel de la banque d'être



L'opération Campus propre

re en communion avec la communauté locale.

A cet effet, le directeur général et toute son équipe ont procédé sur le campus au lancement des travaux de réalisation d'une bache d'eau potable de 120m3 et ont rendu propre l'enceinte de l'Université.

Hormis ce lancement, comme ils ont l'habitude de le faire chaque année, ils ont également procédé à la réhabilitation de la pédiatrie

de l'hôpital de Bè en la dotant de l'eau potable.

Selon M. Ayeyemi, cette initiative a pour but de faire en sorte que les 17 500 employés d'Ecobank des 33 pays d'Afrique dans lesquelles la banque est implantée, aient l'opportunité de travailler main dans la main avec les communautés locales et de pouvoir rendre un peu de leurs ressources et énergies à ces communautés.

Pour lui le dévouement dont



Photo de famille

fait preuve les employés d'Ecobank au cours de cette journée, témoigne de la culture de générosité de la banque.

Pour le fait qu'Ecobank reste une banque panafricaine il est important pour le directeur général de continuer par œuvrer pour améliorer les conditions de vie des couches les plus défavorisées et les plus vulnérables.

Très heureuse par ce geste, Mme Kafui Kpégba, Vice-

présidente de l'université de Lomé remercie toute la délégation pour l'installation de cette bache d'eau potable qui va faire beaucoup de bien à la communauté estudiantine surtout aux étudiants de la cité A qui est tout près de ce point d'eau potable.

Elle permettra également d'alimenter leur centre de santé, le restaurant universitaire, les laboratoires, les bureaux des enseignants.

**Kodjovi**

## Journée internationale des volontaires : 500 Jeunes de la 12ème vague s'engagent pour le développement harmonieux de leur communauté

Mettre les politiques de développement à la disposition des populations à la base est l'ambition que nourrissent certains Etats dont fait parti le Togo. Cette ambition lui a permis depuis un moment de mettre en place une Agence Nationale qui par le biais du ministère du développement à la base de l'artisanat et de l'emploi des jeunes a beaucoup contribué au développement du programme du volontariat des jeunes diplômés et non diplômés. Le gouvernement préoccupé toujours par ce problème d'emploi des jeunes a permis une fois encore à 500 nouveaux jeunes de s'engager pour un développement harmonieux de leurs différentes communautés. C'était le mercredi 06 décembre dernier à la salle Marie-Philippe de l'Agora Senghor. Cette cérémonie de prestation de serment de la 12ème vague se situe dans le cadre de la célébration de la journée

internationale des volontaires.

Etaient présents au cours de cette cérémonie de prestation de serment, des représentants du Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD), de France Volontaire, et de la société civile, ainsi que celle de Mme Tomegah-Dogbe, ministre du développement à la base de l'artisanat et de l'emploi des jeunes. Placé sous le thème " les volontaires, premiers à agir. Ici. Partout ", la prestation de serment de cette 12ème vague revêt d'un caractère important car elle permettra d'amener les volontaires à répondre à l'appel des communautés, afin qu'ils puissent apporter aide, compétences et assistance...Aujourd'hui, on dénombre quatre variantes dans le programme de volontariat du Togo.



Des volontaires prêtant serment

Il s'agit du Volontariat de Compétences, le Volontariat d'Engagement Citoyen, le Volontariat International de Réciprocité et le Volontariat Senior. Ils sont plus de 15000 volontaires nationaux et environ 1000 volontaires internationaux mobilisés et déployés dans les plus lointaines communautés à œuvrer pour une inclusion et un bien être collectif.

Dans le domaine de la santé, ils sont plus de 1500

volontaires nationaux engagés pour une hygiène et un assainissement collectif, et aussi pour un meilleur accompagnement des femmes enceintes et des enfants en situation de handicap.

Enfin, 1000 volontaires soutiennent les communautés de base à travers des formations, de renforcement de capacités, des appuis multiformes afin d'éveiller leur conscience au développement de leurs milieux.

Pour le thème de cette

journée " les volontaires, premiers à agir. Ici. Partout ", Le Représentant résident adjoint du PNUD, M. Mactar Fall s'est réjoui des résultats obtenus jusqu' à ce jour. "Notre contribution cette année, en plus de l'appui financier et technique apporté à l'ANVT s'est également focalisée sur la problématique de la mobilisation de ressources additionnelles avec le développement de nouveau partenariat de financement pour sécuriser les acquis du programme ", a-t-il déclaré.

Il a enfin salué l'intérêt et l'esprit de solidarité qui motivent les jeunes volontaires à mettre leurs compétences et leurs énergies au service du bien-être social et économique des populations et des communautés du Togo.

La ministre Victoire Tomegah-Dogbe a, à travers son, relevé le fait qu'une société saine et viable

**Début du programme de réparation :**

**137 victimes bénéficieront d'un accompagnement financier et d'une prise en charge psycho-médicale à partir de demain**

Le mercredi 06 décembre dernier, a été organisée à l'hôtel 2 février, une rencontre entre le HCRUN et la presse. cette rencontre qui se situe dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réparation élaboré par la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) a pour objet d'annoncer au public le début de l'étape d'indemnisation des victimes des violences à caractère politique de 1958 à 2005. Cette étape d'indemnisation prendra effet à partir du mardi 12 décembre prochain sous la tente derrière l'hôtel 2 février.

La rencontre a été présidée par Mme Awa Nana Daboya,



La tabled'honneur

présidente du HCRUN. étaient également de la partie M. Evalo Wiyao, 1er rapporteur du HCRUN, Mme Claudine Ahiany Kponzo, 2ème vice présidente, Prof Meba Banla représentant

de l'ONG AIMES-Afrique, M. Eva Kudzo Ametonou, président de la Gestion du Fonds Spécial d'Indemnisation (CGFSI), les huissiers de justice, les représentants des institutions ainsi que les ministres impliqués.

tères impliqués.

Au total 137 victimes réparties sur toute l'étendue du territoire national bénéficieront non seulement d'un accompagnement financier mais aussi d'une prise en charge psycho-médicale assurée par l'ONG AIMES-Afrique.

D'après les responsables de l'ONG qui vont s'occuper de cette prise en charge psycho-médicale, une vingtaine de médecins de différentes spécialités (psychologie, chirurgie, ophtalmologie, stomatologie, médecine, ORL, neurologie, gynécologie) sont mobilisés pour permettre aux victimes vulnérables ayant des séquelles dans leur corp de recouvrer leur santé ou d'être soulagées des maux dont elles souffrent.

La phase d'indemnisation constitue une étape du processus de réparation et qui vise à réparer les dommages d'ordre physique, moral, psychique et à octroyer des prises en charge médicales aux victimes vulnérables des violences politiques de 1958 à 2005.

Signalons que des dispositions sont prises avec le ministère de la

santé pour faciliter l'accès aux CHU Sylvanus Olympio et Campus, au CHR Lomé-Commune et à l'hôpital de Bê pour les victimes qui nécessiteront des analyses ou des traitements plus poussés. Il faut dire aussi qu'en cas de besoin, des cliniques privées identifiées par AIMES-Afrique seront également mises à contribution.

Pour la présidente du HCRUN, cette première étape prendra en compte les victimes vulnérables, portant encore des séquelles physiques ou physiologiques graves et nécessitant des soins. Selon elle, les victimes à indemniser sont classés en trois phases : la première phase prendra en compte les victimes des violences de 2005 ; la deuxième celles de 1990 à 2004 et la troisième les victimes de 1958 à 1989.

Toutefois le HCRUN convie les victimes à se prémunir d'une pièce d'identité ou tout autre document portant une photo d'identité afin de faciliter leur identification.

Agbé

**Le projet du statut particulier des enseignants remis aux syndicats :**

**Mécontents, les éducateurs menacent de rentrer à nouveau en grève**

La mésentente entre les syndicats de l'éducation et le gouvernement semble être loin de trouver une solution. Dans nos précédentes parutions, nous faisons cas de la lettre envoyée au premier ministre par les fédérations syndicales pour demander la copie du projet du statut particulier remise au gouvernement depuis plusieurs semaines.

Selon les syndicats concernés, cette procédure qui consiste à passer par la voie du courrier avait été indiquée par le premier ministre lui-même. Les sources proches des fédérations précisent que c'est pratiquement deux semaines après l'expédition de la lettre au gouvernement que ce dernier a réagi. Interrogés, les premiers responsables des organisations syndicales de l'éducation révèlent que dans la lettre envoyée au gouvernement, il s'agissait de demander d'une part l'obtention de la copie du statut particulier et d'autre part l'ouverture des discussions en vue de fixer le taux de la prime unique à accorder aux enseignants et la date de sa prise d'effet.

A la question de savoir pourquoi les enseignants vont encore en grève alors que le gouvernement a enfin remis la copie de la proposition du texte du statut particulier de l'enseignement aux syndicats, ces derniers précisent que deux raisons expliquent la non-satisfaction de leurs revendications.

D'abord, les syndicats estiment que la copie du statut obtenue n'a pas pris en compte les amendements apportés sur plusieurs articles qu'ils considèrent



Des élèves

rent comme préjudiciables à leur carrière et leurs droits syndicaux.

Ensuite, la coalition des fédérations syndicales de l'éducation estime que le second point le plus crucial contenu dans la lettre envoyée au gouvernement n'a pas trouvé de réponse. Il s'agit bien sûr du point concernant l'ouverture d'un dialogue pour discuter de la question des primes et des autres promesses faites lors d'une rencontre qui a eu lieu au siège du patronat le 17 novembre dernier. Ce dernier point, selon nos informations, constitue l'épine dorsale de la plateforme revendicative des fédérations de l'éducation. Et c'est justement pour exiger l'ouverture de ces discussions et la prise en compte des amendements rejetés que les assemblées générales du samedi dernier ont décidé de l'observation d'une nouvelle grève cette semaine.

Le premier trimestre tire à sa fin, les compositions commencent déjà au premier degré et la semaine prochaine, ce sera le tour du premier cycle du secondaire, mais les enquêtes mont-

rent que les cours dispensés dans la plupart des établissements scolaires publics victimes des grèves répétées ne font pas le programme d'enseignement de trois semaines. Et non seulement les cahiers des élèves sont à moitié vides, mais aussi, les compositions seront boycottées par les enseignants si aucune solution n'est trouvée avant les congés. C'est ce qui fait dire que l'école togolaise se porte très mal ces dernières années à cause de ces revendications enseignantes interminables.

Présentement, nous apprenons que c'est le Conseil National de Dialogue Social (CNDS) qui a pris depuis ces dernières semaines l'initiative d'écouter les syndicats et le gouvernement en vue de trouver une voie de sortie de crise. Les indiscretions annoncent une probable rencontre entre le gouvernement et les syndicats en présence du CNDS les jours à venir.

Vivement que les discussions attendues se fassent dans les meilleurs délais pour sortir l'école togolaise de l'otage où elle se trouve bloquée.

La Rédaction

**Journée internationale des volontaires : 500 Jeunes de la 12ème vague s'engagent pour le développement harmonieux de leur communauté**

est une société qui accorde de l'importance aux relations formelles et informelles. Elle a cité quelques localités où des travaux sensibles ont été réalisés, notamment Kovié, Djéta, Agomé-Tomégbé dans le Kloto, et Anié.

Pour elle, ses différents programmes contribuent à la fourniture des services de base afin de lutter contre la pauvreté, la faim, l'exclusion sociale, à l'amélioration de l'éducation et s'assurent que les retombées du développement



Remise des prix aux lauréats

Que ce soit pendant les périodes difficiles que traversent les nations, ou dans la mise en œuvre de programmes de développement durable, elle n'a pas manqué de saluer le travail abattu par les volontaires sur le terrain. Un travail qui selon elle redonne de l'espoir en notre humanité.

Notons qu'au cours de cette journée, les lauréats du concours national du volontariat ont été également primés, avec une remise de Kits aux volontaires. Une visite de stands a clôturé la cérémonie.

La Rédaction

# jeuKD<sup>©</sup> T**MONEY**

**Utilisez TMoney  
et Gagnez**  
CHAQUE SEMAINE DE  
SUPER CADEAUX

COMPOSEZ  
**\*145#**  
ET FAITES VOS  
TRANSACTIONS



**PLUS DE 830 LOTS À GAGNER...**



LE LEADER

service client : 888

[www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel)

[www.twitter.com/Togocel](http://www.twitter.com/Togocel)

[www.togocel.tg](http://www.togocel.tg)

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

